



RAPPORT 1999

A - RAPPORT MORAL DU PRESIDENT

B - RAPPORT D'ACTIVITES

C - RAPPORT FINANCIER

A - RAPPORT MORAL DU PRESIDENT

1999, UN BON CRU

Le Groupe URD aura continué au cours de l'année 1999 de jouer son rôle d'appui "à la prise de distance" au service des acteurs de l'aide humanitaire, du développement et de la formation. A travers notre recherche commune de qualité dans l'ensemble de ces activités, c'est bien de la profondeur de notre engagement en faveur de ceux à qui la guerre, la folie des hommes, la coulée de lave ou la lame de crue auront tout pris, qu'il s'est agi.

En continuant de rassembler divers acteurs de terrain de l'Aide Internationale et d'universitaires autour de recherches opérationnelles sur les méthodes et les conceptions des programmes, autour de débats sur les grands thèmes du Droit, de la relation humanitaire/militaire, de la sécurité sur le terrain, des relations de partenariat dans la turbulence, etc., nous avons collectivement fait progresser quelque chose d'essentiel : notre objectif de MIEUX. Diverses structures ne s'y sont pas trompées : En nous impliquant dans leur projet de recherche sur les sociétés civiles dans les Balkans pendant et après la crise des réfugiés d'Albanie, ou sur la sécurité alimentaire dans la région de Guinée Forestière où vivent les réfugiés libériens et sierra léonais, Coordination Sud et Action Contre la Faim (branche de Madrid) nous ont ainsi reconnus comme un lieu d'expertise. En soutenant nos recherches sur la sécurité et les relations "humanitaire d'Etat / humanitaire privé" ou notre projet d'évaluation/capitalisation sur les actions post-Mitch en Amérique Centrale, le Ministère Français des Affaires Etrangères et la Fondation de France ont montré l'importance qu'ils donnaient au développement d'une capacité d'évaluation des actions humanitaires et de reconstruction post-crise ainsi que de la fonction "capitalisation/valorisation" que le groupe met en place pour une amélioration des stratégies et pratiques d'intervention. Afin de nous aider à lever un certain nombre de contraintes en termes de quantité de travail, le Ministère du Travail, via la direction départementale de la Drôme, nous soutient aussi grâce à deux "emplois jeunes".

AFFINER NOS STRATEGIES

La mission du groupe s'est vue confortée dans ses quatre grandes "entrées" stratégiques :

- 1- Poursuivre les recherches théoriques et pratiques puisque l'actualité l'impose : sorties de crise difficiles, préparation aux catastrophes, prévention des conflits, modalités des partenariats dans la turbulence, relations entre sécurité du personnel en mission et protection des populations civiles, réforme de l'appareil de l'Aide Publique en France et vraisemblablement bientôt de la Commission Européenne, etc.
- 2- Favoriser, grâce à son réseau associatif, la pénétration d'idées novatrices qui remettent en cause de nombreux réflexes au sein du monde associatif comme chez les bailleurs de fonds et les Pouvoirs publics.
- 3- Former les acteurs de l'humanitaire, en insérant toute une série de modules tant compte des acquis des recherches de terrain au sein des diverses formations spécialisées
- 4- Garder une fonction duale "veille et lobby" par rapport à une gamme large de thèmes et d'enjeux : codes et standards de type SPHERE, rôle des militaires et de l'état en général dans l'action humanitaire, position d'ECHO sur la relation urgence-développement, etc.

L'année 1999 montre que la vocation du Groupe URD reste originale dans le paysage des acteurs de la Solidarité Internationale : Ni directement opérationnelle sur le terrain, ni collectif d'ASI du type Coordination SUD, mais une structure d'appui à la prise de distance et à la réflexion.

UNE COMPETENCE RECONNUE

1999 aura aussi pour nous été l'année de la reconnaissance : Avec son président nommé à la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme au printemps et au Haut Conseil de la Coopération Internationale à l'automne, le Groupe URD s'affirme au niveau français tant comme structure créative pour et par ses membres que comme initiateur d'un dialogue actif et parfois "décapant" avec les institutions nationales.

Dans ce cadre, nous sommes restés cette année très impliqués dans le dialogue paritaire, toujours nécessaire, souvent très dynamique mais parfois difficile. Les travaux conduits en 1998 dans le cadre du groupe de travail "Urgence-reconstruction" de la Commission Coopération Développement se sont continués sous la forme nouvelle de l'animation de la Task-Force Mitch, qui s'est mise en place suite à une suggestion faite par nous dans les semaines suivant les dévastations de l'ouragan en Amérique Centrale. Cette Task-Force a non seulement facilité la recherche de la cohérence entre les divers acteurs français, mais a aussi permis de faire entendre une voix construite autour d'un discours élaboré conjointement par les ONG, les collectivités locales et les pouvoirs publics. Notre participation à la Conférence de Stockholm sur la reconstruction de l'Amérique a été un temps fort de cette démarche : la société civile avait ainsi participé à l'élaboration du discours officiel français. Il s'agira en 2000 de voir dans quelles directions nous jetons nos énergies dans ce dialogue "multi-acteurs".

Mais cette reconnaissance s'est faite aussi au niveau européen et international. Notre implication dans de nombreux travaux et rencontres internationaux (à Bruxelles, Londres, Genève, Rome, Aix en Provence, Lyon et Paris) a permis de faire apparaître un premier positionnement de l'association et, par là, d'une approche latine de l'humanitaire au niveau international. La sortie en anglais d'une version remise à jours de notre ouvrage collectif "Entre Urgence et développement, pratiques humanitaires en questions" nous permet d'aller plus et mieux à la rencontre de nos collègues du monde anglo-saxon pour des débats et des échanges.

DE SERIEUX EFFORTS POUR MIEUX COMMUNIQUER

Nos efforts en termes de communication auront eux aussi commencé à porter. Les articles publiés par le Groupe URD en 1999 auront ainsi été assez nombreux. Le site WEB du Groupe, qui devrait s'ouvrir sur la toile au printemps 2000 (www.urd.org) devrait parachever ce volet et rendre encore mieux accessible, et le plus souvent possible en plusieurs langues, notre production.

Une collection est en train d'être mise en place avec les éditions Karthala : Collection "Pratiques Humanitaires en Questions". Le premier ouvrage de cette collection sera la ré-édition de "Entre Urgence et développement". Les second et troisième, prévus pour l'an 2000 devraient être "Entre sécurité et solidarité : pratiques humanitaires en question" et "Entre Etats et sociétés civiles : pratiques humanitaires en question". Enfin, le début de l'été 2001 devrait voir la publication de "Entre aide alimentaire et sécurité économique : pratiques humanitaires en question". Nous lancerons bientôt les appels "à vos plumes" !

Nous rappelons ici que la plupart des travaux du Groupe sont disponibles sous forme électronique. Ils sont à la disposition de tous les membres et observateurs. Pour les non-membres ou individuels qui en feraient la demande, une partie de cette documentation reste néanmoins disponible mais avec des clauses de réserve, notamment lorsqu'il s'agit de travaux préparatoires à des publications à venir.

Un premier travail de capitalisation photographique a été réalisé sur l'Amérique centrale post-Mitch. L'exposition photographique sera présentée en tout début de l'année 2000, lors de notre assemblée générale annuelle.

MAIS UNE CAPACITE ENCORE A RENFORCER

L'année 1999 aura été l'année 1 de la consolidation, grâce aux acquis de 1998, mais aussi grâce à la mobilisation de toute une équipe :

- Claire Pirotte, médecin, qui poursuit son soutien à l'animation globale du réseau, suit pour nous les questions de santé et participe à certaines actions de formation. Claire mène actuellement en liaison avec BIOFORCE les premières réflexions préliminaires du groupe autour des parallèles entre les démarches à mettre en œuvre entre urgence et développement "là-bas et ici". Dossier complexe mais passionnant : à suivre ;
- Véronique de Geoffroy, responsable des dossiers juridiques, des recherches sur "humanitaire privé / humanitaire d'état" et animatrice de nombreux modules de formation (DIH, sécurité, URD). Véronique participe aussi aux travaux de terrain du Groupe ;
- Sylvie Robert, pour l'animation de la Task Force Mitch, la préparation, la réalisation et le suivi de la mission post Mitch et les multiples tâches de fond et de forme que cela a impliqué ;
- Virginie Nadeau, responsable de la mise en place de notre centre de documentation, du montage et de l'animation du site Web à venir ainsi que de l'administration ;
- Amphayvan Ngaosivath, du Cabinet REVIGEST, notre expert comptable, qui assure, avec Virginie Nadeau, la rigueur de la gestion et de la tenue des comptes. C'est grâce à elles que nous vous présentons cette année un rapport financier amélioré dans sa forme ;
- L'ensemble des collaborateurs ponctuels, notamment Philippe Merchez, photographe et auteur de l'exposition "post Mitch", les étudiants des DESS (Nadine Bagué, Laurence Lacroix, Eric Pitois, etc.) et thésards (Marie-Pierre Giard) qui ont participé à nos travaux, etc. ;
- François Grunewald, président et agronome, chargé de la coordination scientifique et des formations, ainsi que des dossiers spécifiques de la sécurité alimentaire et du développement méthodologique. Il conçoit et met en place certains modules de formation ainsi que les projets de recherche sur le terrain.

Cette capacité devra se développer, en s'appuyant notamment sur des pôles universitaires avec lesquels nous travaillons déjà, et notamment Aix en Provence, Paris, Bordeaux et Lille.

Comme on peut le voir ci-dessus, et conformément à son engagement lors de l'Assemblée Générale de février 1999, le Groupe URD aura fait d'importantes avancées en termes de structuration.

- Grâce aux travaux d'un avocat, nous avons pu faire progresser notre réflexion sur nos besoins d'évolution statutaire. L'Assemblée Générale du début 2000 aura pour cela d'importantes décisions à prendre ;
- A côté de cela, nous avons continué notre développement institutionnel : engagement de salariés, installation de la première phase du Centre de Formation Drômois sur l'Humanitaire (CFDH), contractualisation avec un expert comptable d'un cabinet agréé pour améliorer notre qualité de gestion financière et analytique.

Ces chantiers de structuration et de renforcement de notre outil de travail entamés en 1999 s'avèrent plus que nécessaires et il s'agira de les mener à bout en 2000. Les retards pour la remise de travaux, les activités à flux tendus en termes de ressources humaines ne doivent rester que des exceptions.

Les grands dossiers prévus pour l'an 2000 devraient nous permettre de confirmer ce rôle de promoteur d'une idée et d'un approche francophone et latine, à la fois créative et rigoureuse, de l'humanitaire. C'est par cette active participation à la construction des idées et à l'élaboration des pratiques que nous apportons notre pierre à la mondialisation : non pas celle du grand capital et de l'uniformisation, mais à celle de la solidarité et de la responsabilité.

Le calendrier chargé de l'année 1999 et le lancement des travaux du Centre de Formation ne nous ont pas permis de tenir notre fête annuelle en fin de printemps. En 2000, nous ne nous permettrons pas de vous faire rater cette occasion de venir refaire le monde autour du Méchoui annuel du Groupe URD en Drôme Provençale, face au Mont Ventoux.

François Grunewald
Président

B - RAPPORT D'ACTIVITES

1. RECHERCHE APPLIQUEE.

Les axes de recherches théoriques proposés doivent s'appuyer sur l'analyse de cas pratiques concrets qui leur donne un "ancrage avec le terrain". Ils sont choisis en raisons de la présence d'interactions Urgence, Réhabilitation, Développement et lorsque diverses associations membres du Groupe y ont des actions en cours ou en voie d'élaboration.

1.1. RECHERCHE APPLIQUEE SUR LE THEME " CRISES ET PARTENARIAT "

Quelles relations peuvent se mettre en place entre les ONG, nationales et internationales et les autres acteurs des sociétés civiles, hommes ou femmes (chefferies, représentants locaux élus, regroupements corporatistes etc..). Le Groupe URD avait commencé à étudier ces questions en 1998 en Afrique (Rwanda, Burundi). Il les a poursuivi en 1999 dans les Balkans (Albanie, Kosovo) et en Amérique Centrale (Nicaragua, Honduras). Il en a tiré des outils méthodologiques d'analyse des partenaires et des conditions d'établissement des partenariats, qui devraient être mis à disposition des acteurs dans un document de synthèse en 2000.

1.2. L'ANALYSE DES CRISES.: CLE DES PRATIQUES D'INTERVENTION

Devant la diversité des situations de crise (crises courtes, crises qui durent, crises récurrentes, crises aux sorties sans fin, crises qui prennent quasiment par surprise les opérateurs de développement) et l'inadéquation des divisions entre les modes d'intervention classiques face à ces diversités, notre groupe est né. La direction de recherche première sur les crises et leur dynamique s'est alors imposée comme un chantier prioritaire. Nous avons continué en 1999 sur cette lancée.

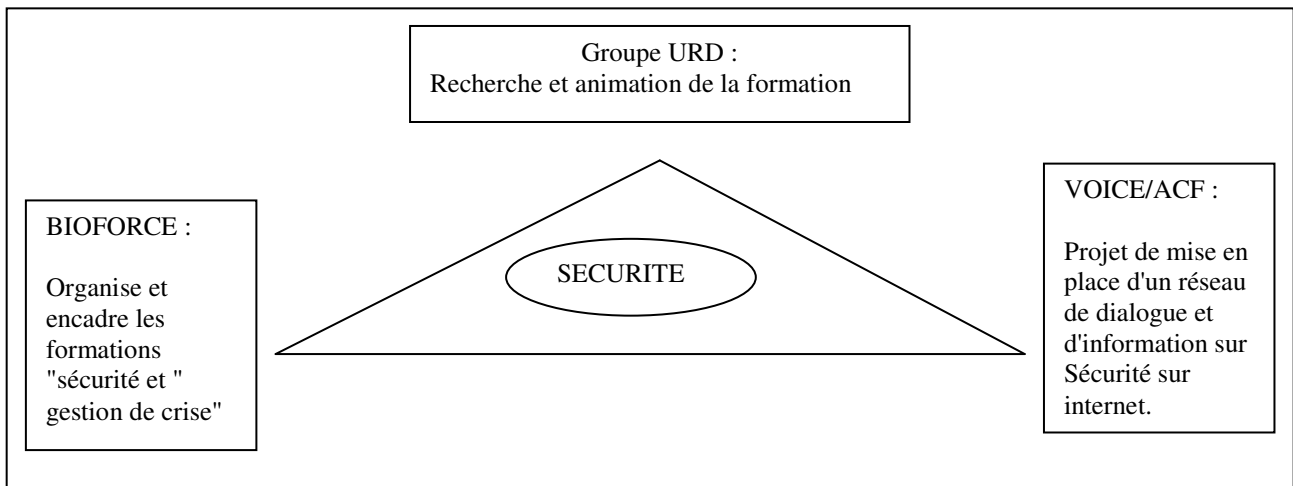
Comprendre les déterminants des crises : politiques (avec ou sans défaut d'état); ethniques (entre fantasmes et réalités); économiques, écologiques (déséquilibres des écosystèmes, tensions liées à l'accès aux ressources), etc., est une des tâches fondamentales pour qui veut réfléchir sur l'avant et l'après crise. Ceci est d'autant plus complexe dans les crises multifactorielles qui ne cessent de se multiplier. Ces dernières doivent de plus en plus souvent être revues non seulement dans leur contexte national ou international, mais aussi aux échelons régionaux et sous-régionaux. C'est en effet de l'analyse à travers ces différents niveaux que pourront se comprendre :

- Les enjeux géopolitiques et économiques ;
- Le fonctionnement des économies dans la crise ;
- Les rôles de l'aide internationale dans la résolution, la prolongation, l'évolution des crises : rôles politiques et questions liées à la gestion de cette aide,

Certaines recherches conduites cette année sur la relation " ressources rares / conflictualité " ont conduit à plusieurs modules de formation. Mais c'est bien de cette analyse des dynamiques des crises que proviennent les interpellations les plus productives sur les pratiques d'intervention mises en place par les acteurs de l'humanitaire. Les guerres qui durent, les conflits gelés et les crises récurrentes demandent d'autres approches que la simple distribution de secours alimentaires ou non-alimentaires. Entre la distribution d'aide et le soutien aux capacités de survie : comment fonctionner ? En quoi les programmes d'aide peuvent ils avoir un rôle structurant pour les différents groupes de populations.

1.3. SECURITE : QUAND LA CRISE S'EN PREND AUX DONNEURS D'AIDE.

Une recherche intitulée “ Mieux analyser les crises pour diminuer l’insécurité du personnel humanitaire ” a abouti en 1999 à un premier document de synthèse. Les enseignements tirés ont été immédiatement recyclés au sein des formations "Sécurité" et "Gestion de crise" mises en place conjointement à BIOFORCE avec VOICE/Action Contre la Faim et ODI. En effet, cette recherche, soutenue par le MAE français, a été mise en place dans le cadre d'un dispositif original à trois : elle complète les travaux de BIOFORCE en matière de formation et ACF pour la mise en place d'un système d'informations informatisé.



Ces travaux devraient conduire à un ouvrage collectif en 2000. Ils ont déjà abouti à la mise en place de nombreuses actions de formation dans diverses structures.

1.4. HUMANITAIRE D'ETAT, HUMANITAIRE PRIVE

Ces recherches et débats se sont organisés autour de trois grands axes : Le droit, l’action opérationnelle et la coordination.

Les rôles et évolutions des fonctions attribués aux militaires dans l’ensemble des processus à connotation humanitaire, y compris les “ sorties de crises ” ont été étudiés avec attention cette année. Divers angles ont été pris dans ces études : angles opérationnels et de la définition des domaines de validité et d’excellence des divers opérateurs, angles juridiques, y compris sous celui des mandats: Quels mandats pour les Nations Unies, l’OUA, l’Union Européenne, l’OSCE et quels rôles aux opérations civilo-militaires ?

Les recherches ont eu lieu à la fois sur le terrain (Balkans, Amérique Centrale) et en Europe, avec divers niveaux de contact. La relation avec les militaires français s’est avérée importante, même si parfois malaisé. Il s’agira en 2000 de continuer ce débat avec eux, car leur rôle dans la gestion des crises, s’il doit être d’abord régulé par une double approche juridique et politique, n’en est pas moins parfois fondamental.

Là encore, l’aboutissement de ces recherches et débats devraient permettre la publication d’un ouvrage "à plusieurs mains", dans lequel les positions des uns et des autres pourrait trouver un lieu d’explicitation

1.5. LES DROITS ET LES CRISES

Si l'on part de l'hypothèse que les crises se déroulent souvent dans des espaces où les droits sont mis fort à mal (avant la crise : droits de l'homme, droits économiques et sociaux, pendant la crise Droit International Humanitaire) et que la sortie de crise doit s'accompagner d'une résurgence du droit et des droits, alors notre intérêt à ces questions a raison d'être.

Ceci peut, là encore, se décliner en thèmes divers :

- Juridique : comment les ONG peuvent-elles mieux participer à l'élaboration et au respect du droit ? Ainsi, les nouvelles formes de ré-appropriation du DIH par les ONG ont-elles été étudiées en détail cette année.
- Stratégiques : Quelles relations entre ONG d'urgence et associations de promotion des Droits de l'Homme ? L'inclusion de la section française d'Amnesty International dans notre collège d'observateur cette année devrait nous permettre d'avoir en 2000 des débats précieux sur ces questions ;
- Opérationnels : tout le débat autour de la définition de ce que les anglo-saxons appellent "right based approach" (approche basée sur le droit) et la relation entre les droits durs et la "soft law" ont été au cœur de débats difficiles. Le Groupe URD a, pour peaufiner ses arguments, fait appel à des jeunes juristes qui ont réalisé un travail de fond sur cette question.

Les actions de lobby, notamment à la CNCDH (Tchétchenie) et auprès des promoteurs des projets SPHERE (standards humanitaires minimaux) et OMBUDSMAN (médiateur humanitaire) ainsi l'offre de formation ont été largement enrichies par ces recherches.

1.6. CRISE ET SECURITE ALIMENTAIRE

L'analyse des conditions de récréation de la sécurité alimentaire au cœur et en sortie de crise est aussi un thème central des préoccupations du groupe URD. Nous avons pu travailler sur ce sujet lors d'évaluation de programmes pour les Nations Unies (Grands lacs, Corée du Nord, Asie du Sud-est) ou pour les ONG (en Amérique centrale dans le cadre "post Mitch" ou en Guinée "zone de la Guinée Forestière abritant des réfugiés libériens et sierra léonais).

Des grandes pistes de réflexion se sont élaborées, autour à la fois des outils de diagnostic, des méthodes de travail, et d'une approche globale du cycle de gestion des désastres. Nous devrions pouvoir mettre en place un module de formation "sécurité alimentaire en situation de crise" pour la rentrée universitaire 2000-2001.

Un travail de capitalisation sur ce thème devrait nous amener en 2001 à un nouvel ouvrage collectif : "entre aide alimentaire et sécurité économique : pratiques humanitaires en question"

2. FORMATIONS

Clé de notre approche dans la chaîne “ évaluation / capitalisation / élaboration de pratiques : valorisation des acquis ”, le secteur de la formation s’est beaucoup développé et structuré en 1999. Le tableau en fin de ce chapitre récapitule les formations réalisées et en cours. Enfin, le catalogue des formations organisées par URD et des modules est disponible sur demande.

2.1. FORMATIONS DIPLOMANTES

En 1999, le Groupe URD a proposé 4 modules de formation de base :

- Module "initiation à la relation URD ", y compris la gestion du cycle des désastres;
- Module "les outils de diagnostic et d'évaluation dans les situations turbulentes";
- Module "DIH appliqué"
- Module "Sécurité du personnel en mission".

De plus, le Groupe a réalisé des formations ad-hoc en fonction des demandes :

- Modules géopolitiques à la carte sur des crises particulières en Asie, Afrique, Europe centrale ;
- Module “ Réfugiés et déplacés ” pour le DESS de l'IDESS ;
- Module “ développement et crises en zones à fortes contraintes ” pour la faculté de Lausanne.

En 1999, des interventions ont eu lieu à BIOFORCE; DESS d’Aix en Provence, DESS de Paris Sorbonne I, IFAID, DESS Sorbonne/IEDES, IUT de Bordeaux, CIEDEL, DESS de santé humanitaire Lyon II, HUMACOOP, Université de Lausanne. Nous avons passé une convention cadre avec BIOFORCE pour la réalisation de façon systématique de toute une série de modules. Travail assez lourd, mais prometteur. Mais c’est bien là que se forme une partie des acteurs du terrain de demain.

A la demande d’étudiants le Groupe URD supervise des mémoires et des stages de fin d’étude. En 1999, nous avons joué ce rôle de maître de stage pour trois étudiants d’Aix, un étudiant de Bordeaux. Nous avons aussi pu faire participer à nos travaux une étudiante de Sciences Politique Lyon. Outre que les étudiants ont tous eu d’excellentes notes, nous sommes heureux de pouvoir leur offrir, dans l’une ou l’autre de nos prochaines publications, une chance de paraître dans la liste des auteurs.

2.2. FORMATIONS INTERNES

Ces interventions ont été destinées aux ONG, institutions (ACF, CICR , etc.) et aux Pouvoirs Publics français (AFD, MAE) et européens qui en ont fait la demande. Une session intéressante a eu lieu à l’AFD, et a abouti à un document de synthèse “ L’AFD dans un Monde de turbulence ”. La semaine de formation de cadres du MAE organisée cette année au CIEDEL est déjà programmée pour 2000.

2.3. UNE CAPACITE D'ACCUEIL DES SEMINAIRES ET FORMATIONS

Depuis l’été 1999, le Groupe URD a pu commencer à réaliser des sessions de formation dans son centre dans la Drôme. Le Centre peut maintenant accueillir des groupes de 10 à 15 personnes pour plusieurs jours. Il est doté d’un centre de documentation assez complet, de capacités informatiques et d’accès au NET . L’inauguration du Centre dans son état final devrait avoir lieu dans l’été 2000.

REFERENCES DE FORMATION DU GROUPE URD

Institutions concernées	Types de module	Durée
FORMATIONS DEJA REALISEES DANS L'ANNEE SCOLAIRE 1998-99		
Faculté de Droit d'Aix en Provence (DESS)	Analyse des crises Relations URD Méthodologies et Evaluation Partenariats dans la turbulence	1 j 2 j 2 j 1/2 j
Faculté de Droit d'Aix en Provence (DUJIT)	Analyse du Paysage	1 j
Sorbonne (DESS Economie et développement)	Relations URD Gestion de la sécurité	1 j 1/2 j
BIOFORCE	Relations URD Gestion de la sécurité Droit International et DIH	2 j x 6 groupes 3 j 3 j x 6 groupes
IFAID	Relations URD	2 j
IUT Bordeaux	Relations URD	2 j
CIEDEL	Relations URD	1 j
CICR	Relations URD Développement et désastres Cours HELP	2 j 1 j
IUED	Relations URD	3 j et 5 j
AFD	Relations URD	1 j
INA-PG	Agricultures en situation de crise	1 j
HUMACOOP	Relations URD	1 j
MAE	Relations URD	5 j
Centre Européen de Santé Humanitaire	Gestion de la sécurité	1 j
FORMATION SUPPLEMENTAIRES REALISEES OU EN COMMANDE POUR 1999-2000		
Faculté de Droit d'Aix en Provence (DESS)	Relations URD Gestion de la sécurité	1 j 1/2 j
Sorbonne (DESS Economie et développement)	Relations URD Gestion de la sécurité	1 j 1/2 j
Université de Genève	Développement, crises et réhabilitation	6 j
BIOFORCE	Relations URD Gestion de la sécurité Droit International	2 j x 6 groupes 3 j 3 j x 6 groupes
INA-PG	Agricultures en situation de crise	1 j
MAE	Relations URD	5 j
IAP	Relations Militaires humanitaires	1/2 j
HUMACOOP	Relations URD	1 j
IUED Genève/Faculté de Lausanne	Crises, réhabilitation en milieux arides Crises en zones à fortes contraintes	1 j 1j
IUT Bordeaux	Relations URD Droit humanitaire appliqué Méthodes d'évaluation	2 j 2 j 2 j
DESS Développement et crise (Sorbonne IEDES)	Gestion des situations de réfugiés Méthodologies d'intervention Droit Humanitaire Appliqué	1 j 2 j
Formation "gestion de crise"	A BIOFORCE A MDM	3 j 1/j
Formation sécurité sur le terrain	Prévu pour le printemps 2000 en Colombie et au Burkina-Faso	1 semaine chaque fois
DDTEFP Drôme	Introduction à l'Humanitaire	3 j x 3

3. EVALUATIONS, EXPERTISES, ETUDES PREALABLES

3.1. EVALUER POUR EVOLUER

Thème fondamental mais encore peu développé dans le cadre de l'action humanitaire, l'évaluation est néanmoins en train de prendre de plus en plus d'importance dans ce secteur. Le Groupe URD s'y est positionné de façon forte, soit en direct avec certains acteurs, soit via des systèmes de contrats de consultant du président avec les Nations Unies.

- Evaluation des stratégies de réhabilitation agricole au Rwanda et au Burundi pour la FAO et le gouvernement belge (Janvier/février 1999),
- Evaluation sur les stratégies possible d'approche des désastres naturels en Corée du Nord pour la FAO et le PAM (printemps 1999);
- Evaluation de l'intervention en Albanie (Avril/mai 1999)
- Evaluation de la situation agricole et alimentaire au Kosovo pour la FAO (juin 1999)
- Evaluation des stratégies de travail avec la société civile en Albanie pour Coordination SUD (été 1999);
- Evaluation de la sécurité alimentaire dans les zones de réfugiés en Guinée Forestière pour ACF-Madrid (Décembre 1999)

3.2. L'OPERATION POST-MITCH

Dès Novembre 1998, le Groupe URD a suscité une démarche collective de débat et d'évaluation des actions réalisées suite au passage de l'ouragan MITCH en Amérique Centrale. Avec un premier soutien de la Commission Coopération Développement puis un appui fort de la Fondation de France, nous avons pu mener sur le terrain un travail passionnant d'évaluation. Si des contraintes de calendrier ne nous en pas encore permis de finaliser le rapport (il faut encore un travail de restitution approfondie et de débat avec les acteurs de terrain), on peut déjà dire ici trois choses :

- De telles démarches sont essentielles;
- La réalisation de cette mission après le long travail de réseau réalisé dans le cadre de la Task Force MITCH est un montage tout à fait intéressant;
- De l'implication de la Fondation De France et son intérêt en tant que bailleur à soutenir l'amélioration des pratiques des acteurs a résulté une dynamique passionnante et riche.

Le travail de finalisation est encore en train mais l'exposition photographique réalisée par Philippe Merchez au cours de la mission, qui sera présentée lors de l'AG du Groupe URD, sera un événement important.

Nous travaillons, sur la base des enseignements tirés de cette mission et de quelques autres, à la mise au point de modules "désastres naturels". Nous le testerons en 2000 aussi avec des acteurs de la gestion des désastres naturels ...en France !

3.3. UN SECTEUR A RENFORCER

A terme, il sera important de développer cette frange de nos activités. Elle nous permettra à la fois d'être toujours plus impliqué dans la réflexion en grandeur réelle, de pouvoir mieux participer à l'élaboration des pratiques. Ceci devrait de plus nous permettre de dégager des moyens humains additionnels.

C'est dans ce contexte que le Groupe URD a signé une convention cadre avec Coordination SUD. Nous pouvons ainsi être appelés pour des appuis méthodologiques, la réalisation de mission sur le terrain ou des actions de formation à la demande des membres de Sud ou directement par elle. C'est aussi de ce désir qu'a résulté notre engagement dans la mission d'ACF-Madrid en Guinée Forestière.

Pour l'an 2000, les directions sont nombreuses. Le fait que le <Groupe URD ait été nommé au Comité Directeur d'ALNAP (Active Learning Network on Accountability and Performance in Humanitarian Assistance) doit nous permettre d'enrichir la sphère francophone des apports internationaux.

4. PARTICIPATION A DES ACTIVITES D'INSTITUTIONS INTERNATIONALES.

La communication et le débat collectif sont au centre de la méthode de travail du Groupe URD. Ceci entraîne évidemment un intérêt particulier à la démarche " colloques et séminaires ". C'est entre l'autre par ce biais que nous pourrons faire entrer quelques unes des positions élaborées collectivement. Les contraintes principales pour nous restent le temps et les moyens financiers. Ceci nous a conduit à un sérieux travail de choix, afin de sérier les priorités.

4.1. PARTICIPATION A DES COLLOQUES ET A DES CONFERENCES

Nos choix cette année se sont limités aux événements suivants :

- Conférence "L'humanitaire en échec" organisé par le CICR à Paris au début 1999;
- Conférence de Stockholom sur l'aide à la reconstruction en Amérique centrale en Avril ;
- Conférence " Pour quel humanitaire " lors de l'Assemblée générale 1999 de MSF;
- Colloque " les défis de l'Humanitaire ", organisé par Médecins Du Monde en mai à Paris,
- Colloque " post-Mitch " avec VOICE et l'Union Européenne en mars à Bruxelles;
- Colloque "la santé de la mère et de l'enfant" organisé par l'Académie des Sciences en Octobre;
- Colloque " Le droit et l'action humanitaire ", mis en place par le CICR à Genève en Novembre;
- Colloque lié à l'assemblée générale annuelle de VOICE à Bruxelles en décembre ;
- Colloque BIOFORCE/Sorbonne ETIKUMA sur les codes de conduite en décembre à Lyon ;

4.2.PARTICIPATION A DES GROUPES DE RECHERCHE NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

Là encore, il a fallu faire des choix difficiles :

- réseau ALNAP (voir plus haut):
- Plate-forme européenne "Conflict Prevention" ;
- Consortium Complex Political Emergencies (COPE); dans lequel nous participons au Comité de Pilotage;
- Groupe " ASI - pouvoirs publics " sur les PECO

En France, nous avons investi depuis l'été beaucoup d'énergie à soutenir les travaux de la sous commission F (aide et droit humanitaire) de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH). Il y a là un lieu de proposition tout à fait important. La mise en place du Haut Conseil de la Coopération Internationale; dans lequel le président du Groupe URD anime la Commission "Prévention et gestion des crises" sera nécessairement un mécanisme prioritaire de notre investissement intellectuel.

5. ACTIVITES DE LOBBY

La recherche d'une inflexion des pratiques humanitaires ne se déroule pas seulement par le biais de méthodes "soft". De temps en temps, il est opportun de "monter au créneau" pour que les conditions nécessaires à ces évolutions puissent être réunies. Ceci passe par un engagement dans diverses activités de lobby.

5.1. INSTRUMENTS FINANCIERS DE L'AIDE INTERNATIONALE

En 1998, deux animateurs du Groupe URD ont participé activement aux travaux du groupe paritaire destiné à proposer des mesures de réforme des structures et des outils financiers dans le cadre de la préparation de la réforme de l'Aide Publique en France. Ce travail d'animation et d'agitation d'idées a continué tout au long de 1999.

Nous avons pu commencer, grâce à notre participation régulière aux travaux de VOICE (collectif des ONG d'urgence à Bruxelles auprès de la Communauté Européenne) et à la position statutaire de VOICE dans notre Conseil d'Administration, à nous pencher activement sur les dossiers européens. Les derniers échanges de l'année avec l'exécutif bruxellois et avec ECHO nous montre qu'il s'agira là d'un dossier prioritaire pour 2000.

5.2. STANDARDS, NORMES ET MANDATS

Dans un monde qui cherche ses marques et des situations humanitaires souvent catastrophiques, l'exigence de bonne gestion des fonds du public pour le meilleur service aux victimes est reconnue par tous. Les outils pour y arriver eux varient. Entre les teneurs des cadres de normes ou de standards (projets SPHERE et OMBUDSMAN déjà cités) ainsi que de l'approche très nord-américaine de la "responsabilité juridique du vendeur face au client" et les promoteurs de stratégie insistant plus sur l'évaluation et sur la formation, deux école de pensée s'opposent. Le Groupe URD est en première ligne sur ces sujets, qu'il relaie au niveau Français auprès de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH) dont il fait partie depuis 1999. Il a aussi largement animé les débats électroniques (sur le NET) et oraux (lors de colloques).

5.3. POUR UN RENFORCEMENT DE LA POSITION DES ONG FRANCAISES DANS LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

A côté des travaux importants menés par ACF pour renforcer le poids des ONG françaises dans le domaine de l'aide alimentaire, et des actions d'autres dans divers domaines des organisations internationales, le Groupe URD continuera d'assurer une présence française au niveau des débats d'idées qui sont de sa compétences, tant vers le HCR, vers la FAO, vers OCHA que vers l'Union Européenne, et notamment vers ECHO.